

# Quand la machine de guerre néo-libérale tire à couvert. Ce qui se cache derrière l'ouvrage *Histoire du libéralisme en Europe*.

*Rien n'est plus inconsistant qu'un régime politique qui est indifférent à la vérité ; mais rien n'est plus dangereux qu'un système politique qui prétend prescrire la vérité.*

Michel FOUCAULT

Quand on regarde dans le détail comment l'idéologie libérale a pu être diffusée dans les milieux intellectuels et banalisée par les médias au point de passer aujourd'hui pour une inévitabilité historique, il est difficile de ne pas parler de véritable « offensive stratégique » pour désigner le travail de fond qui a été accompli par ses sympathisants les plus zélés. Depuis les années 50 en effet, un grand nombre de « boîtes à idées » (*think tanks*) — groupes de réflexion « indépendants » financés par des fonds privés (sic) — réunissant à la fois des membres de l'élite politique, des intellectuels, des économistes, disposant aussi de relais médiatiques importants, s'est fixé le projet de renverser l'ordre keynésien de l'après-guerre et de répandre l'idéologie du libéralisme sauvage au niveau planétaire. Ainsi, la *Société du Mont-Pèlerin*, association internationale créée en 1947 sous l'impulsion initiale de l'économiste Von Hayek, l'*Institute of Economic Affairs* ou l'*Adam Smith Institute* en Angleterre, l'*Heritage Foundation* ou l'*Atlas Foundation* aux Etats-Unis, mais aussi la *Fondation Saint-Simon* en France, ont contribué, par la mise en place de toute une série de dispositifs d'influence et de pouvoir, à imposer la nécessité des lois invisibles du marché aux élites dirigeantes.<sup>1</sup>

Ce sont aujourd'hui les Presses Universitaires de France (PUF) qui se font le relais de la propagande néo-libérale sous la forme d'une *Histoire du libéralisme en Europe* de 1 400 pages.<sup>2</sup> Salué dans l'ensemble par la critique (et en particulier par les groupuscules libéraux), il existe pourtant de sérieuses raisons de douter de l'intégrité intellectuelle de cet ouvrage qui se donne toutes les apparences de la respectabilité universitaire et de l'honnêteté scientifique. Des raisons aussi de craindre le régime totalitaire d'un genre nouveau qu'il prépare en silence, régime qui trouve dans la science positive le meilleur guide pour l'action politique et le moyen de répondre définitivement à la sempiternelle question du sens de la vie.



Le projet de cette *Histoire du libéralisme* est simple : montrer que la tradition libérale, que les européens rejettent sous prétexte qu'elle serait une spécificité strictement anglo-saxonne, est en fait enracinée profondément dans la culture européenne depuis ses origines moyenâgeuses ; le siècle des *Lumières* représentant le moment historique de son épanouissement.<sup>3</sup> D'où le découpage de l'ouvrage par pays : le libéralisme français, le libéralisme italien, le libéralisme allemand, etc. La conclusion explicite de ces

<sup>1</sup> Pour une analyse détaillée cf. Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Raisons d'agir, 1998.

<sup>2</sup> Nemo & Petitot (dir.), PUF, 2006.

<sup>3</sup> Pour y parvenir, les auteurs n'hésitent pas à mélanger indifféremment libéralisme philosophique, libéralisme politique et libéralisme économique et donc à mettre sur le même plan science économique, démocratie et droits de l'homme, Kant et Hayek, Arendt et Mises ! « Ce serait commettre une erreur majeure que de faire l'impasse sur la convergence de tant de grands esprits. » (p. 12) Mais le masque tombe dès la page 14 : « Le constructivisme politique, juridique et social est la mauvaise part des Lumières. » Autrement dit, le libéralisme (économique) est l'héritier de la pensée des Lumières, on lui doit donc tout le respect et la confiance qu'on doit à celle-là ; mais une fois le lecteur séduit et une fois son attention détournée, on prend soin de vider cette pensée des Lumières de sa « mauvaise part », donc de tout ce qui va à l'encontre de ce même libéralisme économique qui a en fait peu à voir avec elle.

analyses est la suivante : puisque le libéralisme (dans un sens très général) fait intégralement partie de notre identité européenne, puisque chaque nation européenne a participé à son avènement, nous n'avons en fait aucune raison de rejeter le libéralisme (économique) en bloc — l'éventualité que les peuples européens rejettent le libéralisme pour des raisons liées non pas à la sauvegarde de leur identité mais à ses effets propres échappant pour ainsi dire aux auteurs ! Mais ce n'est pas le détail de l'argumentation qui pose véritablement problème ici (quand bien même celle-ci est éminemment biaisée), ni la grossièreté de la rhétorique. C'est sur le projet général de cette *Histoire du libéralisme en Europe* et le contexte de sa réalisation que nous voulons davantage insister ici.

Ainsi, il ne faut pas oublier que Philippe Nemo, co-directeur de l'ouvrage, est membre du conseil scientifique de l'*Institut Turgot*, « *think tank* libéral francophone » qui se propose, sur le modèle de l'*Institute of Economic Affairs* précédemment cité, de jouer un rôle décisif dans la production et la défense des idées libérales en France et en Europe — et ceci sur le mode guerrier : « Pour l'Institut Turgot, il n'y aura pas de solutions libérales durables tant que la bataille à long terme qui est celle des idées n'aura pas été engagée et gagnée. »<sup>4</sup> Le Président de cette officine, Jacques Raiman, a été lui-même membre de ladite *Société du Mont-Pèlerin*, « maison-mère » des boîtes à idées néo-libérales. D'ailleurs, Nemo nous assure que « la pensée libérale est bien vivante aujourd'hui. Elle se déploie désormais à la faveur d'un échange d'idées à une échelle mondialisée, dans des instituts qui associent chercheurs européens et nord-américains [...] ». Mais contre toutes les accusations de dogmatisme qu'on pourrait lui adresser, voire de propagandisme, Nemo prend soin de se justifier de la façon suivante :

« Même si les organisateurs et les auteurs de l'ouvrage sont plutôt favorables au libéralisme, ils le sont pour des raisons différentes et complémentaires et l'ouvrage n'est donc pas doctrinaire. » (Introduction p. 11)

Un *antilogisme* est la figure de rhétorique qui consiste à dire dans la même phrase une chose et son contraire. Ici : cet ouvrage a été écrit uniquement par des défenseurs du libéralisme, défenseurs dont les approches sont complémentaires et donc convergentes, mais ce qui en ressort n'a finalement rien à voir avec une apologie dogmatique du libéralisme. Voilà « la démarche scientifique et critique » que Nemo et Petitot veulent nous faire avaler. A d'autres !

Pourtant, cette *Histoire du libéralisme en Europe* apparaît d'autant plus comme un ouvrage respectable et sérieux qu'elle a été co-dirigée par un scientifique français renommé, Jean Petitot, directeur d'étude à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), directeur du Centre de Recherche en Epistémologie Appliquée (CREA) de l'Ecole Polytechnique et spécialiste de la modélisation des systèmes complexes. Mais qu'est-ce qui a bien pu motiver un chercheur de cet ordre à prendre part à un tel projet ? L'ouvrage est en réalité l'épaisse compilation des travaux d'un long séminaire de recherche coorganisé entre 2001 et 2005 par le Centre de recherche en philosophie Economique (CREPHE) de l'ESCP-EAP et le même CREA. L'ESCP-EAP — il ne faut sans doute pas s'étonner que les auteurs ne nous donnent pas, à la différence des autres, la signification de ce sigle — n'est jamais que l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, antenne française de la très libérale *European School of Management*. Au programme de cette dernière : « un environnement qui ouvre les esprits à voir, penser et travailler de manières nouvelles et différentes, compétences vitales pour les leaders du marché d'aujourd'hui » ; environnement propice à la préparation des « "business leaders" de demain aux challenges d'un monde changeant et de plus en plus multiculturel », en d'autres termes, préparation à l'économie de marché mondialisée.<sup>5</sup>

Un certain nombre des collaborateurs de l'ouvrage se retrouve dans la liste des membres du conseil scientifique du CREPHE, comme Jean-Pierre Dupuy ou Barry Smith. Ce dernier, à qui a été confié le privilège de clore cette *Histoire du libéralisme* et de nous entretenir sur « la signification de la vie » et

<sup>4</sup> Cf. [www.turgot.com](http://www.turgot.com) — le même vocabulaire est employé par Nemo & Petitot : « Dans la compétition des options, nous constatons que c'est très souvent l'option libérale qui, de fait, a gagné. » p. 13.

<sup>5</sup> <http://www.escp-eap.net>

« l'évaluation des civilisations » (sic) est lui-même membre du *Ludwig Von Mises Institute*, *think tank* néo-libéral américain dont la mission est de « défendre l'économie de marché, la propriété privée, l'argent sûr et des relations internationales pacifiques en s'opposant à l'intervention gouvernementale qui est économiquement et socialement destructrice. »<sup>6</sup>

Qu'est-ce qui peut conduire alors un libéral militant (Nemo) et un chercheur spécialiste en systèmes complexes (Petitot), mais aussi un philosophe analytique ancien collaborateur de Hayek (Smith), à travailler main dans la main et co-diriger la rédaction d'une *Histoire du libéralisme en Europe* de plus de 1 400 pages, *Histoire* reprenant une longue série de séminaires s'étalant sur plus de 5 ans ?



Il est possible de répondre à cette dernière question. Le CREA, dont Petitot est le directeur, entretient un « rapport organique » avec l'Institut des Systèmes Complexes (ISC) de Paris - Ile de France, « pôle multidisciplinaire de recherche et de formation pour l'étude des grands systèmes adaptatifs complexes, quelle que soit leur nature (les systèmes macromoléculaires de la cellule, les réseaux neuronaux, les systèmes économiques, sociaux, culturels, écologiques et environnementaux). »<sup>7</sup> Les chercheurs qui travaillent dans le cadre de cet Institut partent du principe que le champ social est un système complexe à part entière, au même titre qu'une molécule d'hydrogène, qu'un cristal ou qu'un programme informatique. Pour Nemo & Petitot, « même s'ils sont apparemment d'origine culturelle, les systèmes politiques, sociaux et économiques ont toutes les propriétés des systèmes *naturels*, l'opposition traditionnelle Nature/Culture étant devenue irrémédiablement obsolète. [...] Le social est un ordre naturel. » (p. 17) De même, Barry Smith suppose qu'il est possible de prendre « à bon droit » le point de vue de Sirius — donc qu'il est possible d'atteindre le degré d'objectivité qui est celui des sciences exactes — dans le domaine des valeurs, de l'évaluation des civilisations et de la morale.<sup>8</sup> Dans tous les cas, l'ISC entend contribuer elle-même à « l'élaboration d'une ingénierie des systèmes complexes nécessaire à toute intervention en leur sein. »<sup>9</sup> *Traiter les sociétés comme des systèmes matériels, donc ni plus ni moins que comme des machines*, voilà quel est la condition de possibilité commune à l'étude des systèmes complexes sociaux et au néo-libéralisme à la Von Hayek ; principe sur lequel Nemo & Petitot s'attardent justement en détail dans leur introduction.

« La plus grande obstruction à la compréhension du libéralisme est, en fait, de nature théorique. Elle renvoie à une incompréhension foncière de ce que peut être un ordre *complexe* dans une société *auto-organisée*. » (p. 14) Suit une belle accumulation de jargon transversal à la théorie néo-libérale et à l'étude des systèmes complexes : « complexité auto-organisationnelle » ; « évolutionnaire » ; « structures » ; « processus de sélection » ; « complexité acentrée » ; « catallaxie » ; « mécanismes d'intelligence distribués dans des systèmes multi-agents » ; « propriétés systémiques », etc. En substance : des processus apparemment chaotiques (les relations entre individus) peuvent en fait produire un ordre spontané à un niveau supérieur (le marché). Ainsi : « Dans un marché, chacun coopère avec chacun, mais indépendamment de visées communes. Le marché garantit la coopération malgré la divergence des intérêts et la concurrence des fins. » (p. 15)

Or l'étude de ces systèmes formels, de même que la possibilité pour les néo-libéraux de prouver leurs thèses anti-interventionnistes (comme le principe d'inversion entre l'individuel et le collectif ou celui dit « de la main invisible »), passe par la *modélisation* des interactions qui ont lieu entre les différents agents qui y évoluent. Or voilà le point précis où nos protagonistes se retrouvent : libéraux engagés, chercheurs en morphogenèse et ingénieurs ontologues.<sup>10</sup> Observer, à travers des programmes

<sup>6</sup> [www.mises.org](http://www.mises.org)

<sup>7</sup> Site de l'ISC : <http://complexsystems.lri.fr>

<sup>8</sup> Cf. Barry Smith, « La signification de la vie, et comment il convient d'évaluer les civilisations », *Histoire...*, p. 1401.

<sup>9</sup> Site de l'ISC : <http://complexsystems.lri.fr>

<sup>10</sup> Sur les « ingénieurs ontologues » cf. Martin Mongin, « Qui sont les nouveaux philosophes analytiques ? Quand la philosophie fricote avec le monde de l'ingénierie », in revue *Esprit*, décembre 2006. Article disponible sur le site <http://golri.net/i2d>

informatiques, comment des avatars d'individus interagissent et comment leurs interactions font apparaître des propriétés qui n'étaient pas données au départ (propriétés émergentes), voilà le travail de ces scientifiques aux intérêts étonnamment communs. Autrement dit : les économistes, qui ont toujours nourri une fascination sans égal pour la physique, ont enfin trouvé la discipline susceptible de lier leurs intérêts au grand édifice de la science.<sup>11</sup> En contrepartie, les chercheurs de l'EHESS ou du CREPHE peuvent désormais caresser le doux rêve d'entrer en politique. *L'Histoire du libéralisme en Europe : un contrat gagnant-gagnant.*

Dans un contexte qui est celui d'une inquiétude grandissante concernant le développement de ce que l'on appelle aujourd'hui la méta-convergence des technologies BNIC (biotechnologies, nanotechnologies, technologies de l'information et neurosciences), voilà nos savants, dont la convergence de ces technologies représente justement l'horizon commun, tout persuadés que « la science des systèmes complexes peut contribuer à concilier la science avec les besoins sociétaux. »<sup>12</sup> Autrement dit, que la science a son mot à dire en ce qui concerne l'évaluation des différentes organisations sociopolitiques et le choix de la meilleure d'entre elles.<sup>13</sup> Précisons encore ici que Jean-Pierre Dupuy, précédemment cité, est lui-même responsable d'une mission sur les BNIC sous l'égide du Conseil National des Mines ainsi que dans le cadre d'un groupe d'experts chargé par la Commission de Bruxelles de préparer une réponse européenne à l'initiative américaine « Convergent technologies ». Dénonçant sévèrement, dans l'un de ses rapports, les hyperboles auxquelles donne lieu ce domaine de recherche, il y cède pourtant lui-même dès la page 2 : « Le principal argument en faveur des nanotechnologies, qui explique que leur développement est inéluctable, est qu'elles seules seront à même de résoudre, en les contournant, les difficultés immenses (climat, vieillesse, santé, pollutions, énergie, développement équitable et durable...) auxquelles ont à faire face les sociétés industrielles et post-industrielles dans leurs dimensions privée et publique. »<sup>14</sup>



Ainsi, les résultats obtenus dans ce nouveau champ d'investigation qu'est l'étude des systèmes complexe permettraient aujourd'hui aux experts — mais seulement aux experts — de déterminer avec l'exactitude de la science ce qui est bon pour la société. Tout au long de leur introduction, Nemo et Petitot nous l'assèment : seuls les spécialistes de ce domaine sont en position de savoir, d'évaluer et de juger.

- « Les critiques idéologiques actuelles et le "politiquement correct" antilibéral reposent, la plupart du temps, sur une erreur logique [...] » p. 13
- « [...] la spécificité très technique des thèses libérales. » p. 13
- « La plus grande obstruction à la compréhension du libéralisme est, en fait, de nature théorique. Elle renvoie à une incompréhension foncière de ce que peut être un ordre *complexe* dans une société *auto-organisée*. » p. 14
- « Le contrôle politique du social et de l'économique repose sur une erreur scientifique. » p. 14
- « C'est parce qu'il se borne à réprimer comme une simple hérésie les vérités techniques sur la complexité organisationnelle que le « progressisme » politique est souvent régressif. » p. 15
- « Les conséquences de cette méconnaissance des justifications rationnelles du libéralisme sont nombreuses. » p. 16
- « La mécompréhension persistante des phénomènes auto-organisationnels que recouvre la formule de "main invisible" [...] » p. 16
- « La difficulté de penser dans les affaires humaines un ordre spontané complexe de type "naturel". » p. 17

<sup>11</sup> « Dans un passé encore proche, certains tenants du « progressisme » [...] tendaient à disqualifier leurs adversaires libéraux non comme ayant tort, mais comme n'accédant même pas au statut de la pensée scientifique. [...] On constatera, en lisant ce livre, la vanité de [ce] genre d'excommunication. » pp. 25-26.

<sup>12</sup> Site de l'ISC : <http://complexsystems.lri.fr>

<sup>13</sup> Cf. Barry Smith, « La signification de la vie, et comment il convient d'évaluer les civilisations », *Histoire...*, p. 1399.

<sup>14</sup> Cité par Jean-Jacques Salomon, « Le grand schisme », in revue *Futuribles* n° 325, décembre 2006, p. 80-81.

— « Il semble que de nombreuses personnes n'arrivent pas à conceptualiser ce que sont des interactions [...] » p. 18

— « Par exemple l'incompréhension de ce qu'on pourrait appeler [...] » p. 21

— « Et ce qu'on ignore plus encore d'ordinaire aujourd'hui [...] » p. 21

On l'a bien compris, Nemo et Petitot, mais aussi tous les contributeurs de l'ouvrage, de même que les économistes, les analystes financiers, les chercheurs en ontologie formelle et en morphogenèse, tous ces individus qu'on pourrait rassembler sous le terme d'« experts » ou de « spécialistes », ces savants, savent. Ils ont la science, la logique, la théorie, les concepts, les principes. Les autres, les chômeurs, les précaires, les SDF, les RMIstes, les intérimaires, les ouvriers, les travailleurs pauvres, ceux là ne savent rien. Ils n'ont pas à leur disposition les outils théoriques qui leur permettraient d'évaluer, de juger. Seuls des professeurs d'université, des Polytechniciens, des Enarques, des chefs d'entreprises, qu'on aura du mal à ne pas nommer « l'élite », peuvent comprendre et donner leur avis. Ceux qui vivent la réalité *concrète* du néo-libéralisme au quotidien, dans les usines, les rues, les foyers, les HLM, etc. ne savent pas ; ceux qui n'en voient que la réalité *abstraite* (courbes, marchés financiers, statistiques, équations) savent.<sup>15</sup>

Ce qui compte pour Nemo & Petitot, et pour tous les néo-libéraux derrière eux, ce ne sont pas les *effets* du libéralisme mais la justesse — j'allais dire la beauté ! — de la théorie. Car pour les co-directeurs de cette *Histoire du libéralisme en Europe* ce n'est pas la théorie qui doit se modeler sur le réel mais bien celui-ci sur celle-là ! Le libéralisme n'étant jamais qu'un cadre idéal, tout fait, dans lequel la réalité devrait à tout prix s'inscrire. Ce ne sont donc pas *les faits* qui comptent (les licenciements, les délocalisations, la précarité, le chômage, le réchauffement de la planète, l'épuisement de ressources naturelles, l'augmentation des cancers, les fortunes du CAC 40, etc.) mais *le droit*. De droit le libéralisme est la meilleure organisation ! Et si les faits disent le contraire, ce sont les faits qu'il faut revoir !<sup>16</sup>

On se rappelle de Bergson dans *Le rire* : « Un philosophe contemporain, argumentateur à outrance, auquel on reprochait que ses raisonnements irréprochablement déduits avaient l'expérience contre eux, mit fin à la discussion par cette simple parole : "l'expérience a tort". » (p. 37)

A tel point que Nemo & Petitot persistent et signent. « Loin que la situation trop inégalitaire du monde actuel doive conduire à rejeter le libéralisme, elle devrait faire souhaiter, bien plutôt, qu'il se démocratise et se généralise. » (p. 13) *Si le libéralisme est mauvais, c'est parce qu'il n'y en a pas assez !*

Il est tout à fait consternant de constater un tel mépris pour le réel chez ces éminences scientifiques et universitaires, apôtres de la raison et de l'honnêteté intellectuelle. Mais surtout, n'est-il pas éminemment dangereux de voir la science, ou du moins certains de ses agents qui en étendent le champ d'application, prétendre avoir aujourd'hui le dernier mot en matière de meilleur régime politique possible ? En matière de meilleur forme d'organisation sociale ? De même qu'en matière d'évaluation de ces régimes politiques et de ces organisations sociales ? Peut-on prendre le risque d'ouvrir le champ de la réflexion et de l'action politique à l'exigence d'*exactitude* qui caractérise la pratique des sciences positives ? Ou

---

<sup>15</sup> Sur le mépris des élites pour l'avis des prolétaires sur des questions qui les concernent directement, cf. Pierre Bourdieu, *Contrefeux*, Raisons d'agir, 1998.

<sup>16</sup> Ainsi, « les critiques idéologiques actuelles et le "politiquement correct" antilibéral reposent la plupart du temps sur une erreur logique qui consiste à déduire d'une certaine domination géopolitique des sociétés libérales un vice intrinsèque du libéralisme. Le raisonnement a à peu près la même valeur logique que celui qui consisterait à vouloir réfuter la vérité empirique de la physique en condamnant moralement les dangers de la bombe atomique. » Nemo & Petitot accusent leurs détracteurs de céder au « sophisme génétique », vice de la pensée qui consisterait à vouloir juger une théorie non pas d'après l'exactitude de ses résultats (vérité opératoire) mais d'après le contexte de son apparition et les effets de ses applications (norme morale). Mais ce n'est pas par hasard s'ils essaient d'associer ici physique et théorie libérale. Car si les lois de la physique restent immuables quelles que soient les applications techniques qui peuvent en être faites, les prétendues « lois » du libéralisme ne sont en rien gravées dans le marbre et représentent tout au plus une simple option philosophique. Les premières sont *de fait* alors que les autres sont *de droit*. La physique *décrit* alors que l'économie libérale *prescrit*. Nemo & Petitot veulent donc faire passer une Utopie économique, le règne absolu du libre marché, pour la description objective et nécessaire des lois qui gouverneraient les relations humaines. Pour en savoir plus sur le sophisme génétique cf. Martin Mongin « Petite mise au point sur le sophisme génétique, » article disponible sur le site <http://golri.net/i2d>

n'est-ce pas là une nouvelle manière de tomber dans l'écueil idéologique et totalitaire, que les néo-libéraux dénoncent pourtant à tour de bras, et d'instaurer le règne d'un « Grand Dirigeant » d'un genre inédit, non plus incarné dans la figure d'un Roi, d'un Etat ou d'un dictateur mais dans celle d'un corpus fini de règles logiques seules capables de tracer la frontière entre le meilleur (le vrai) et le pire (le faux) en ce qui concerne la signification de la vie individuelle et collective ?

Pour voir les effets pervers et surtout les aberrations de ce projet idéologique, il suffit de lire la conclusion de cette *Histoire du libéralisme en Europe*. Selon Barry Smith, « l'un des plus éminents philosophes contemporains »<sup>17</sup>, il doit exister des critères objectifs et publics permettant de déterminer si une vie a du sens ou non, donc permettant d'en évaluer le *degré* de signification (!). Il importe l'aphorisme Wittgensteinien selon lequel « il n'y a pas de signification privée » du domaine de la linguistique (le sens d'un mot) à celui des valeurs morales (le sens de la vie). Dès lors, « une vie signifiante [...] est une vie qui repose sur des réalisations honnêtes, c'est-à-dire sur des réalisations qui seraient qualifiées telles selon des critères publics de succès appliqués honnêtement et correctement sur la base de toute l'information pertinente nécessaire. »<sup>18</sup> Il y a encore peu de temps, la question du sens de la vie se posait en de tout autres termes en philosophie. Mais pas de quoi arrêter notre « éminent philosophe ». Le type de société le plus propice au développement de vies signifiantes est, selon Smith, la société libérale à la Von Hayek. « Une société dans laquelle les individus et les groupes ont la plus grande liberté possible de concevoir et de réaliser leurs propres plans. En même temps [...] une société où les actes et leurs conséquences seraient tant et si bien liés que les gens y seraient récompensés quand ils font de bonnes choses et sanctionnés quand ils en font de mauvaises. »<sup>19</sup> Et le critère permettant d'évaluer le *degré* de signification d'une vie est tout trouvé. « Les opérations sur un libre marché sont un domaine de l'activité humaine où il existe une mesure objective du succès — à savoir, les profits. L'entreprise est, par elle-même, un moyen pour les individus et les groupes de mener des vies signifiantes. »<sup>20</sup>

---

**décembre 2006**  
**institut de démobilisation**  
**<http://i2d.blog-libre.net>**  
**[i2d@no-log.org](mailto:i2d@no-log.org)**

---

<sup>17</sup> *Histoire...* p.1397.

<sup>18</sup> *Ibid.* p. 1407.

<sup>19</sup> *Ibid.* p. 1408.

<sup>20</sup> *Ibid.* p. 1409.